

Face à l'inflexibilité du gouvernement, poursuivre les mobilisations

Les journées du samedi 16 et du mardi 19 octobre 2010 confirment que la mobilisation est ancrée dans la durée à un haut niveau. Des millions de salariés, de jeunes et de retraités exigent, depuis début septembre, une autre réforme des retraites plus juste et l'ouverture de négociations entre le gouvernement et les syndicats. Les personnels de l'enseignement supérieur et les étudiants sont de plus en plus présents dans ces cortèges.

Au-delà de la réforme des retraites et de ses conséquences directes sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail et l'avenir des jeunes et des étudiants sont au premier plan des revendications, notamment depuis l'aggravation des situations liées à la crise financière de 2008.

Les organisations soussignées ont organisé ensemble une grande enquête sur la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche l'année dernière. Elles ont exigé la prise en compte des carrières courtes, très fréquentes dans l'enseignement supérieur et la recherche. Elles ont dénoncé l'obligation - imposée à certains - de prolonger leur activité, alors que les jeunes restaient sans emploi. Différents sondages réalisés ces derniers jours confirment que le mouvement recueille un très large soutien de la population. Le gouvernement ne répond pas aux revendications de la population. Il entrave le déroulement des débats au Parlement. Il multiplie les atteintes aux libertés syndicales et entretient un climat de tension. Il porte la responsabilité pleine et entière de la poursuite de la

mobilisation compte tenu de son inflexibilité, de son absence d'écoute et de ses provocations à répétition. Il répond à la situation actuelle par le déni et la répression.

Les organisations soussignées appellent les personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et les étudiants à amplifier leurs mobilisations afin de rassembler le plus grand nombre. Elles les appellent à s'appuyer et défendre leurs revendications spécifiques : prise en compte des années d'études, de post-doc, de travail à l'étranger et de précarité...

Elles les appellent à poursuivre les initiatives unitaires dans les établissements, dans les villes, dans les régions...

Elles appellent à participer aux journées de mobilisation

- **jeudi 28 octobre : journée nationale de grèves et de manifestations**
- **samedi 6 novembre : journée de mobilisations et de manifestations**

avec le mot d'ordre et la banderole

« emploi, salaires, retraites, non à la précarité ».

SIGNATAIRES : FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP) – CGT (SNTRS, FERC-SUP) - UNSA (Sup'Recherche, SNPTES) – CFDT (SGEN-CFDT Recherche EPST) – CFTC Recherche – SOLIDAIRES (SUD Recherche EPST) – UNEF – SLU – SLR

MANIFESTATIONS DU 28 OCTOBRE :

Amiens : 14 h30, Maison de la Culture - **Angers** : 10 h 30, Place Leclerc - **Bastia** : 10h, Palais de Justice - **Avignon** : 14 h, allées de l'Oulle - **Besançon** : 14 h, Place de la Révolution - **Bordeaux** : 11 h, place de la Victoire - **Brest** : 10 h 30, place de la Liberté - **Caen** : 10 h, place Saint-Pierre - **Clermont-Ferrand** : 10 h, Place du 1er mai - **Compiègne** : 10 h00, Cours Guynemer - **Dijon** : 15 h 30, Place de la Libération - **Grenoble** : 10 h, crs J. Jaurès - **Ile de France** : 13 h, République - **La Rochelle** : 14 h 30, gare - **Lille** : 14 h 30, Porte de Paris - **Le Mans** : 9 h 30, Palais des congrès - **Lyon** : 10 h 30, Place A. Courtois - **Marseille** : 10h30, Vieux-Port - **Metz** : 14 h 30, Place de la Gare - **Montpellier** : 15 h, Esplanade lycée Mermoz, Corum - **Mulhouse** : 16 h 30, Place de la Bourse - **Nancy** : 14 h, place Dombasle - **Nice** : 14 h 30, Tête CARRE - **Orléans** : 10 h 30, Place du Martroi - **Pau** : 10 h 30, Place de Verdun - **Perpignan** : 10 h, Place de Catalogne - **Poitiers** : 10 h, ZUP Place de Provence - **Reims** : 10 h, Maison des syndicats - **Rennes** : 11 h, avenue Janvier - **Rouen** : 10 h, Cours Clémenceau - **Saint-Etienne** : 10 h 30, gare de Chateaux - **Strasbourg** : 14 h 30, place de la République - **Toulon** : 10 h, place de la Liberté - **Toulouse** : 10 h, Allées Charles de Fitte

Répression policière

Le jeudi 21 octobre, jour de manifestation nationale contre le projet gouvernemental de démolition des retraites, a donné lieu à une agression brutale du pouvoir contre la population rassemblée pacifiquement à Lyon pour exercer son droit à manifester : usant de tout l'arsenal de la répression, la préfecture du Rhône et les forces de l'ordre ont piégé et encerclé des centaines de personnes rassemblées place Bellecour : blocage des issues, tirs de grandes lacrymogènes, bruit assourdissant d'un hélicoptère à basse altitude, charges contre les manifestants, insultes et coups de matraque. Lieu symbolique d'expression du mouvement social à Lyon, la place Bellecour s'est trouvée transformée en « prison à ciel ouvert », en théâtre de mauvais traitements et d'arrestations brutales, arbitraires, anti-jeunes et ouvertement racistes. Jeunes et adultes, venus manifester sans aucune violence, ont été parqués et mis en garde à vue avec une prévalence pour ceux relevant d'origines ethniques visibles.

Quelques jours après, ce sont les salariés des raffineries qui ont fait l'objet d'évacuations musclées dans le contexte de réquisitions qui contreviennent au droit de grève selon la Justice.

Face à de telles agressions, il appartient à l'ensemble du mouvement associatif et syndical de réunir les témoignages et interpellier vivement le pouvoir politique. Ce sont les libertés d'expression qui sont directement malmenées avec le dessein de réduire l'opposition qui s'exprime au plan régional comme au plan national.

Le SNESUP-FSU entreprend, en lien avec la FSU, avec ses partenaires associatifs et syndicaux, notamment la Ligue des Droits de l'Homme, des démarches actives afin de dénoncer et de faire condamner ces menées totalitaires, d'interpeller solennellement le gouvernement, de saisir la Commission de Déontologie de la Sécurité, la Cour Européenne des Droits de l'Homme, de s'adresser au mouvement associatif et syndical, aux partis politiques, aux institutions au plan français et européen.

Loin de contenir le mouvement contre les projets de régression sociale, ces menées ne font que renforcer la détermination des salariés, des jeunes étudiants et lycéens et de toute la population à faire barrage à ces projets.

Le SNESUP-FSU s'associe aux initiatives tendant à élargir le front du refus de cette répression et de ces graves atteintes aux libertés que traduisent dans le même temps les textes de loi liberticides (projet de Loi Besson et LOPPSI-2) qui, sur ce plan, mettent la France au ban de l'Europe.

Communiqué du SNESUP du 26 octobre

=====

CNESER DU 25 OCTOBRE :
CONTRACTUALISATION : LE QUINQUENNAL A LA SAUVETTE...
 Motion présentée par le SNESUP-FSU - Adoptée par : 11 pour (SNESUP-FSU - UNSA - SGEN-CFDT - UNEF), 6 contre, 1 abstention - Voir le site du SNESUP : <http://www.snesup.fr/Votre-metier?aid=5406&ptid=10&cid=3693>